

PLEINS FEUX X Le Conseil d'administration du 3 octobre dernier a entériné les nouvelles orientations de l'association. Outil au service des acteurs du projet, celle-ci orientera désormais ses actions selon cinq champs : culture, éducation, économie, tourisme, recherche et formation.

La SEM prépare l'expo, l'association prépare l'événement. Dans la bouche du directeur de l'association, Christian Billotte, la formule sonne comme une boutade et pourtant elle résume assez bien la situation. Avec la mise en place de la Semimages et le choix, le 31 août dernier, de Catherine Trautmann pour assumer les fonctions de Commissaire générale de l'exposition, l'association a, en effet, redéfini son champ d'action. Après avoir porté

seule la candidature française, il s'agit désormais pour elle de se muer en un centre de ressources au service des acteurs régionaux avec, pour ligne directrice, l'optimisation des retombées de l'exposition de 2004 sur le territoire francilien.

Pour ce faire, les nombreux

contacts noués lors de la première phase de l'aventure seront d'une utilité précieuse. Afin de les faire fructifier et de les concrétiser sans se perdre dans les méandres d'une thématique trop vaste, l'association a décidé d'organiser des ateliers de réflexions selon cinq champs : la culture, l'éducation, l'économie, le tourisme, la recherche-formation.

Un travail en réseau ancré sur le local

Déjà, des rencontres avec des experts et spécialistes de ces domaines ont permis de faire émerger quelques pistes qui ont été présentées, à titre d'exemples, au dernier Conseil d'administration, le 3 octobre dernier. Pour plus d'efficacité, l'association s'est aussi adjoint les services de chargés de mission qui interviendront notamment dans les domaines de la culture (voir notre entretien page 3), de l'éducation et de l'économie. Mais quel que soit le thème concerné, la réunion des administrateurs a confirmé leur engagement résolu dans une logique de travail en réseau et de partenariat ancré sur le local. ■

ÉDITORIAL

Passer le message

Selon une récente enquête effectuée sur un panel de 1 200 personnes en France, 17% des sondés ont affirmé avoir connaissance de la future exposition internationale de 2004. Plus d'un Français sur six, c'est un score très honorable pour un événement sur lequel la communication est, jusqu'alors, restée plutôt modeste. Ce résultat doit en tout cas encourager chacun des acteurs du projet à continuer le travail entrepris d'information et de suggestion d'idées.

SOMMAIRE

▼
En direct avec Catherine Trautmann
Commissaire générale de l'exposition.

p.2

Des retombées confirmées pour les expos passées
L'exemple de sept villes-hôtes.

p.3

Le mot de Jean-Michel Gourden
chargé de mission Culture auprès de l'association.

p.3

Rencontre avec Michel Ringard
Inspecteur d'académie de la Seine-Saint-Denis.

p.4

LES CINQ AXES DE L'ACTION

• **Les chercheurs de l'Université de Paris VIII** travaillant dans le domaine de l'image ont constitué un comité de pilotage sur le sujet suite à une réunion avec des membres de l'association.

• **Le bureau municipal de Montreuil** a invité l'association à présenter ses nouvelles missions lors de l'une de ses séances. Un signe de plus de la motivation de cette ville pourtant éloignée du site de l'expo.

• **La direction générale de la Seine-et-Marne**, à nouveau, montré l'intérêt du département pour l'événement de 2004 lors d'une réunion de travail avec des responsables de l'association.

• **Le site Internet**, créé pendant la phase de candidature, est en cours de rénovation. Les informations seront réactualisées et une mise en réseau des partenaires est prévue.

en direct
avec...

"Ce qui est intéressant, c'est de pouvoir avoir une pluralité de visions et en même temps une vraie compréhension commune de l'objectif. C'est ça, la clé du succès de l'exposition."

CATHERINE TRAUTMANN

**Commissaire générale de l'exposition,
ancienne ministre de la Culture.**



Comment définissez-vous votre fonction de Commissaire générale ?

Catherine Trautmann : Je suis responsable du programme de l'exposition. C'est un travail de proposition, de réflexion et de sélection avec la Semimages. Cette dernière est en charge de l'aménagement et de l'organisation tandis que ma mission est davantage tournée vers le contenu, la promotion de l'exposition, notamment sur le plan international.

Vous envisagez de mettre en place d'autres structures ?

C.T. : Une expo comme celle-là, montée dans des délais très courts, c'est un défi qui nécessite de pouvoir travailler avec beaucoup d'efficacité. C'est pourquoi un groupe permanent de quatre personnes, le président du directoire de la Sem, le directeur général de la Sem, le délégué interministériel et moi, constituera le noyau qui pourra traiter rapidement les problèmes du quotidien.

C'est ce noyau qui va décider, valider ?

C.T. : Il ne va pas décider tout seul, parce que c'est important que la mobilisation de tous les acteurs concernés soit bien prise en compte. C'est pourquoi un deuxième niveau de regroupement sera créé avec notamment le préfet de Région, le préfet de département, le président de la Seine-Saint-Denis, la Région Ile-de-France, la ville de Paris, l'association Images 2004 et l'établissement public Plaine de France. Ce groupe stratégique sera à la jonction de l'ensemble des porteurs du projet (collectivités, chambres de commerce, entreprises, acteurs locaux...) et de notre petite équipe. Il se réunira fréquemment et aura à se prononcer sur les décisions, les choix... Nous nous appuierons aussi sur un comité d'experts élargi par rapport à celui qui a déjà émis des propositions. Enfin, nous proposerons aux entreprises de se regrouper sous la forme d'un club pour qu'elles soient aussi parties prenantes.

Quelle place accordez-vous à l'association dans ce dispositif ?

C.T. : L'association, et c'est son succès, a permis à la France d'obtenir cette exposition. Il y a là un enthousiasme, une mobilisation qui sont extrêmement

précieux pour que la population puisse continuer à bien s'approprier ce projet, pour que celui-ci puisse grandir en étant fidèle aux aspirations qui ont été exprimées au départ.

Et l'expo, vous l'imaginez comment ?

C.T. : Avec un tel sujet, on va évidemment chercher à surprendre, à donner un rythme avec des moments intenses, des moments de rupture, des moments d'émotion... Il ne s'agit pas de bombarder les gens avec des images mais de leur offrir une sorte de déambulation dans ce monde d'images. Mon objectif c'est qu'ils se sentent sollicités, que l'événement leur apporte beaucoup : de la réflexion, du jeu, du loisir, du plaisir, de la rencontre. Cela doit être un moment très fort où tous les points de vue pourront être présents.

Des plus ambitieux aux plus modestes ?

C.T. : On est à la fois ambitieux et modestes. Je souhaite que les pays viennent avec des choses assez exceptionnelles mais ce ne sont pas forcément des choses qui doivent coûter beaucoup d'argent. Il y a là un vrai enjeu : il faut que les pays en voie de développement puissent être présents. Les images, c'est tout le monde et pas seulement les pays riches qui peuvent imposer leur vision et, à travers ça, des standards de vie, des modes de consommation.

L'implication des acteurs locaux est aussi un enjeu mais tout le monde ne pourra pas être présent à l'expo...

C.T. : L'exposition sera un temps d'ébullition. Tout ce qui ne pourra pas y prendre place pourra être présent ailleurs, avant ou pendant. Il faut se laisser cette marge de liberté et jouer de toutes les possibilités.

Quelles retombées locales peut-on attendre si l'événement est un succès ?

C.T. : Il est indispensable que cette exposition ne soit pas simplement le temps d'un bonheur mais qu'elle contribue à un développement utile à la population, à travers notamment un large volet social et la pérennisation de certains équipements. Mon travail de Commissaire générale, c'est aussi de m'en soucier et d'y travailler. ■

RETOMBÉES CONFIRMÉES POUR TOUTES LES EXPOS DU PASSÉ

Le colloque du 14 septembre sur l'impact des expositions internationales a montré, à travers le cas de sept villes, qu'un tel événement est toujours porteur de larges retombées.

En marge des 19^e Ateliers d'été de Cergy-Pontoise, ils étaient venus de tous les horizons pour évoquer les retombées des expositions internationales et universelles dans leurs villes respectives. Les intervenants, réunis à l'Opéra Bastille, ont peu ou prou tenu le même discours. Pour chacun, les améliorations en matière d'infrastructures ont été fondamentales. De Londres (avec la construction, en 1851, du célèbre Crystal Palace) à Hanovre, en 2000 (avec, entre autres, la modernisation des transports en commun), chaque ville a bénéficié, dans sa chair, de l'exposition. Paris constitue le plus bel exemple de cette modification du territoire. Par six fois déjà (1855, 1867, 1878, 1889, 1900 et 1937), les rendez-vous internationaux y ont contribué à la constitution d'une armature urbaine très puissante. Ici plus qu'ailleurs, la sédimentation des expositions (Tour Eiffel

bien sûr, mais aussi première ligne de métro, Petit Palais, Grand Palais, Palais de Chaillot...) a créé un véritable paysage. À Séville encore, en 1992, l'événement a stimulé une large reconfiguration de la capitale de l'Andalousie tout comme l'expo de 1970 avait dynamisé le développement du complexe Osaka-Kyoto-Kobé.

Revaloriser l'image des villes

Du point de vue économique, les retombées ont aussi été d'autant plus importantes que les cités ont su réutiliser tout ou partie des sites à d'autres fins. À Montréal, par exemple, les îles créées de toutes pièces en 1967 ont été reconverties en un vaste parc qui accueille désormais, outre le circuit de Formule 1 "Gilles Villeneuve", 10 millions de visiteurs chaque année. Plus encore à Chicago, les expositions de 1893 et 1933 ont, à chaque fois, relancé l'activité de la ville en crise.

Autre apport majeur des expositions : une revalorisation de l'image des villes-hôtes. Ainsi Montréal a réussi à passer d'aimable cité provinciale à une véritable métropole capable de s'imposer au monde. De même le rendez-vous de Hanovre aurait-il contribué à donner aux habitants une meilleure image de leur ville.

Enfin, et c'est bien là leur objet principal, les expositions internationales et universelles ont toujours œuvré pour le rapprochement des peuples. L'orateur japonais a noté, par exemple, que l'exposition d'Osaka avait permis aux 62 millions de visiteurs nippons d'élargir leur perception du monde à une époque où voyager à l'étranger était quasi-impossible.

Le même intervenant a résumé son propos en qualifiant les expositions de contributions au "progrès et à l'harmonie de l'humanité". Il a fait là écho à un intervenant précédent qui, venu de Chicago, avait conclu en appelant les organisateurs des prochaines expositions à "restaurer notre confiance dans le futur de l'humanité après la tragédie du 11 septembre". ■

• **Savante banlieue**, événement mettant en valeur la recherche en Seine-Saint-Denis, a accueilli une équipe de l'association, le 18 octobre dernier, sur le campus de Villetaneuse. Une conférence a permis aux professionnels du secteur présents de prendre conscience du "rôle moteur que peut jouer l'exposition internationale de 2004 pour les entreprises et les laboratoires de recherche liés à l'image en Seine-Saint-Denis."

• **La ville de Bry-sur-Marne**, récente adhérente de l'association, consacre, du 30 septembre au 2 décembre, une exposition à "Louis Daguerre, magicien de l'image", à l'occasion du 150^e anniversaire de la mort du co-inventeur de la photographie. Plus d'info sur www.daguerre-bry.org/

Le mot de l'expert : JEAN-MICHEL GOURDEN, CHARGÉ DE MISSION POUR LA CULTURE AU SEIN DE L'ASSOCIATION

En quoi consiste exactement votre mission ?

J-M.G. : Le territoire de l'Île-de-France est peuplé de projets artistiques et culturels de grande qualité. L'exposition internationale de 2004 ne peut qu'en susciter de nouveaux. Notre rôle est de faciliter la mise en réseau et d'aider à la dynamisation de ces perspectives artistiques sans qu'aucun champ culturel ne soit exclu de cette démarche, les images ne se limitant pas à la photographie ou au cinéma. Bien plus que le nécessaire "inventaire" de ces initiatives et réalisations, notre tâche sera de les faire résonner et raisonner en cohérence à l'échelle du territoire régional et dans la perspective d'un au-delà de l'exposition dans le temps.

Qui peut s'adresser à vous ?

J-M.G. : Tous les porteurs de projets artistiques et culturels qu'ils soient individuels, institutionnels ou associatifs. L'enthousiasme se manifeste déjà et toutes les initiatives venant du terrain, des associations, ou des équipements culturels sont les bienvenues.

Quels sont les critères prépondérants pour qu'un projet, une initiative retienne votre attention ?

J-M.G. : Nous voulons que l'exposition internationale soit l'occasion de réfléchir à ce qu'est une politique culturelle, à la place qu'elle peut occuper dans la vie des citoyens et des collectivités. Pour cela, il nous faut échapper à une vision à court terme qui consisterait à vouloir faire événement. Événement il y aura, saisissons cette occasion pour conforter dans la durée les rapports entre création, culture et vie sociale à l'échelle de la région. La mise en réseau de projets artistiques et culturels est un outil de cette réflexion et de cette volonté durable que l'art, la culture soient des incitateurs de démocratie pour les publics, les artistes mais aussi pour les politiques. Plutôt que de parler de "critères de sélection", il me semblerait plus approprié, dès lors qu'il s'agit d'enclencher et de faire durer une volonté d'action culturelle, de parler de contribution à cette perspective. Les expériences sont nombreuses et foisonnantes, le territoire à l'échelle de la région est suffisamment vaste pour que personne ne soit oublié. ■



Pour le représentant de l'Etat, l'expo de 2004 s'inscrit parfaitement dans une logique d'actualité : faire entrer l'image dans l'école et l'école dans l'image...

JEAN-CHARLES RINGARD,

DIRECTEUR DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE EN SEINE-SAINT-DENIS

L'inspection académique de la Seine-Saint-Denis compte 24 000 fonctionnaires pour 285 000 élèves.

Dans quelle mesure la thématique de l'expo de 2004 fait-elle écho à vos propres préoccupations ?

J.-C.R. : La réflexion sur les images et les nouvelles technologies est vraiment d'actualité pour l'Éducation nationale. Elle transcende l'ensemble du secteur. De plus, nous ne pouvons que soutenir une exposition *a priori* centrée sur la jeunesse et qui comprend une dimension éducative majeure.

Quel type de partenariat envisagez-vous ?

J.-C.R. : Un groupe de travail réunissant l'association, l'Inspection académique, le ministère et le Conseil général a déjà listé six ou sept actions possibles que nous sommes en train de soumettre au ministère. Après, il appartiendra au ministre de décider.

Peut-on en savoir plus sur ces pistes ?

J.-C.R. : Par exemple, il serait souhaitable que, au cours des années 2003-2004, les classes à projet artistique et culturel centrées sur l'image soient prioritaires, sachant que ces "Classes Apac" concernent tous les niveaux, des écoles maternelles aux lycées. Autre mesure très concrète : la création d'options de formations sur l'image et le son dans les lycées. On pourrait aussi développer, dans les établissements, des appels à projets de créations d'œuvres multimédia, dont certaines seraient sélectionnées et diffusées au moment de l'exposition. Ou encore, notamment dans les écoles élémentaires, mener une opération similaire à "La main à la pâte" qui met en liaison des classes avec

"La contribution de l'Éducation nationale doit accentuer le travail sur l'image en tant que sujet d'étude et non plus en tant qu'objet. Si on prend cet angle-là, cela implique les quatre déclinaisons suivantes : apprendre à regarder, apprendre à comprendre, apprendre à utiliser et naturellement apprendre à fabriquer l'image."

des scientifiques. Ici, on pourrait développer la coopération entre des écoles et des créateurs d'images. L'essentiel dans ces mesures est que l'exposition internationale ne doit pas être une fin en soi mais un prétexte pour impulser une dynamique autour des images.

Comme une nouvelle façon d'appréhender l'image dans l'enseignement ?

J.-C.R. : En France, on n'a pas à rougir de ce qui a été fait dans le domaine de l'image éducative, surtout depuis quelques années autour du multimédia. Le problème est qu'actuellement les considérations sur les équipements et les techniques prévalent sur le sens. Ce qui m'importe, ce n'est pas forcément d'avoir du matériel dernier cri mais de savoir comment il va être utilisé dans les classes, comment il peut modifier l'apprentissage des élèves, l'enseignement des maîtres, le travail en équipe dans l'établissement et, en amont, la formation des maîtres. L'exposition internationale doit aussi être un moyen, pour nous, de reposer ce problème du sens.

Et au plan départemental, vous disposez d'une marge de manœuvre ?

J.-C.R. : Un groupe de travail est déjà créé pour concrétiser des actions départementales dès que le ministre aura pris position. Compte tenu de l'enjeu pour la Seine-Saint-Denis, je veux que nous soyons opérationnels immédiatement pour disposer des deux années scolaires 2002-2003 et 2003-2004. ■

Associez-vous à la dynamique Seine-Saint-Denis, Portes de France.

Bobigny
1, avenue Youri Gagarine
F - 93 016 Bobigny Cedex
Tél. : + 33 (0) 1 48 96 20 04
Fax. : + 33 (0) 1 48 96 20 02
e-mail : infos@images-2004.com
web : www.images-2004.com

"Images 2004" est une publication de l'association Seine-Saint-Denis, Portes de France * Directeur de la publication : Robert Clément * Comité éditorial : Christian Billotte, Carlos Cunha, Jean Salvadori, Stéphane Vieuxmaire * Conception : BelleVieille * Réalisation : Kalyste * Crédits photographiques : Ted Paczula * Imprimeur : Direct impression / Saint-Thibault-des-Vignes * Imprimé sur MUNKEN LYNX, papier sans bois, ECF.